LOI DARMANIN, LOI KASBARIAN, retraites, chômage : Le gouvernement nous fait la guerre sur plusieurs fronts, ripostons ensemble !

Depuis le 19 janvier des millions de salarié·e·s du privé comme du public, des chômeurs·euses, des précaires, des jeunes, des retraité·e·s, déferlent dans les rues de France pour exprimer leur refus du projet de retraite de Macron/Borne et ce qu'il représente : l'exploitation jusqu'à la mort !

Un coup très dur, alors que pour beaucoup d'entre nous, la généralisation de la précarité, des bas salaires ou allocations ne nous permettent déjà plus de payer… Dans le même temps, pour le compte d'un patronat très aisé et dont le seul but est l'accaparement des richesses, le gouvernement intensifie sa guerre contre les précaires, avec ou sans-papiers, en imposant tout à la fois les réformes du droit au logement, du chômage, de l'asile et de l'immigration. La précarisation accrue qui touche particulièrement les femmes et la criminalisation sont au coeur de l'ensemble de ces lois et projets de lois. Ils contribuent à la mise en concurrence des personnes précaires entre elles, exacerbant le racisme et mettant au jour une alliance de fait avec l'extrême-droite.

- Avec le projet de loi « Asile et Immigration », Darmanin veut enfoncer le clou de la criminalisation des étranger·e·s : **systématisation des Obligations de Quitter le Territoire Français (OQTF), multiplication des Centres de Rétention, contrôles au faciès et fichages accentués, élargissement de la double-peine** (expulsion du territoire suite à une condamnation pénale). Son projet de lier le titre de séjour à l'emploi dans des secteurs de métier à très haute exploitation et des zones géographiques déterminés comme « en tension » reflète une volonté d'imposer aux salarié·e·s les conditions de salaires et de travail dégradées exigées par le patronat.

- La réforme Kasbarian-Bergé sur le logement va entraîner **une hausse considérable des expulsions avec concours de la force publique et la criminalisation de l'occupation dite illégale de logements** ou bureaux pourtant vides. Alors que le logement est une véritable bombe sociale, ce projet de loi annonce la couleur pour les précaires à la recherche d'un toit : ce sera la rue… ou la prison !

- Alors que la réforme de l'assurance-chômage de 2019 a provoqué un véritable saccage des droits baisse des ouvertures de droits de 20%, 40% des allocataires ont ouvert un droit avec une allocation journalière inférieure à l'allocation minimale de 29,6 euros par jour) – **le gouvernement impose une réduction de la durée d'indemnisation de 25% pour les allocataires qui ouvriront des droits** à compter du 1er Février !

Face à un pouvoir autoritaire qui reste sourd aux souffrances qu'il cause : nous ne lâcherons rien jusqu'au retrait de l'ensemble de ces projets de loi ! À la place, exigeons des mesures immédiates pour le droit à vivre dignement :

- ➡ **La hausse des salaires et des allocations**
- ➡ **Le droit à la retraite à 60 ans à taux plein, aucune pension en dessous du SMIC**
- ➡ **L'extension et l'amélioration de nos conquis sociaux à travers la Sécurité Sociale : chômage, maladie, famille, vieillesse, autonomie.**
- ➡ **La régularisation de toutes et tous les sans-papiers avec des titres de séjour de longue durée, avec autorisation de travail**
- ➡ **La fermeture des Centres de Rétention Administrative**
- ➡ **Un logement pour toutes et tous, l'arrêt des expulsions**
- ➡ **L'égalité et le respect des droits pour toutes et tous**

Nous, organisations signataires, appelons à rejoindre les mobilisations nationales, et pour commencer à descendre dans la rue le 25 mars.

PROCHAINS RENDEZ-VOUS

- Assemblée Générale de lutte contre les projets de lois Asile-Immigration / Kasbarian : le **5 Avril à 18h30 à Solidaires**
- Manifestation le **25 Mars à 14h**. Départ **Place Felix Poulat**.

Signataires

- NPA 38
- Intersyndicale Enfants Migrants
- Organisation Autonome Isère
- Village 2 Santé